

LA COMMUNICATION INTERCULTURELLE ET L'ÉQUATION ETHNIQUE EN AFRIQUE LES MEDIAS AU CŒUR DU LIEN SOCIAL

Moustapha Samb Maître de conférences
cesti/Ucad

Résumé

Ce texte est une réflexion sur le rôle des médias dans la promotion de la culture. Il tente de démontrer grâce aux médias comment les peuples sont capables d'ignorer les frontières face aux réalités socioculturelles, ethniques et linguistiques. Les médias, par leur nouvelle approche travaillent non seulement pour la diversité et le rapprochement des peuples mais sont aussi des outils de promotion de la bonne gouvernance surtout depuis l'avènement des radios communautaires qui favorisent la proximité et la participation des populations à la base.

Mots clés : Médias, ethnies, cultures, proximité, communication, langues, Radios, Stations, communauté, local, gouvernance.

Summary

This text is about the role of media in promoting culture. It tries to show through the media how people are able to ignore the borders despite the socio-cultural, ethnic and linguistic realities. The new approach of the media that are not only working for the diversity and bring people together but they are also tools for the promotion of good governance especially since the existence of radio stations that promote proximity and participation of grassroots.

Key-words : Mass-media, ethnic groups, cultures, proximity, communication, languages, radio stations, communities, localities, governance.

INTRODUCTION

Quels sont les traits spécifiques de la communication, celle qui s'instaure, en situation de rencontre, entre les personnes appartenant à des cultures différentes ?

Pour être plus concret, la notion de « culture différente » sera prise ici au sens de différence de nationalité (même si culture et nationalité ne coïncident pas toujours).

La rencontre dans ce cas présente les caractéristiques de toute relation interpersonnelle ; mais il s'y ajoute une dimension propre, due à la différence culturelle. Notons cependant que la nationalité n'est qu'un des facteurs saillants de cette différence ; le milieu social, le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le lieu d'habitation, l'appartenance religieuse ou politique induisent des situations d'écart culturel. Dans la communication entre individus appartenant à des nationalités distinctes, la différence est simplement plus évidente et plus immédiatement sensible, signifiée souvent par l'usage de langues distinctes.

Elle a, à la fois, un versant objectif et un versant subjectif. Du côté objectif, outre la langue, la différence s'ancre sur « l'habitus » spécifique du locuteur qui résulte d'un processus d'enculturation et de socialisation : modes de vie, système de valeurs, habitude de sentir, de penser et d'agir, rituels d'interaction caractéristiques de son appartenance culturelle. Tous ces éléments sont constitutifs de son « identité culturelle » qui, à son tour, commande ses comportements et notamment ceux de communication.

Du côté subjectif, on peut placer les mécanismes affectifs et cognitifs entraînés par le contact avec une personnalité perçue comme étrangère. Cette perception, à elle seule, va provoquer des réactions qui influent sur la relation à autrui.

Cette approche de la communication culturelle, universellement acceptée, est à relativiser dans le contexte africain à bien des égards. La balkanisation de l'Afrique avec le tracé arbitraire des frontières a fait que deux peuples de nationalités différentes, peuvent appartenir à la même ethnie et parler la même langue. A l'inverse, des peuples peuvent appartenir au même pays ou appartenir à une même nationalité sans être de la même ethnie ou même partager la même langue. Des pays comme le Cameroun peuvent illustrer cet exemple.

Sous ce rapport, il est intéressant d'analyser le cas de l'information régionale au Sénégal, de l'indépendance à l'avènement du pluralisme médiatique¹. Dans ce cadre, nous parlerons de l'écoute transfrontalière, occasion de revisiter les problèmes qui sont liés à l'équation ethnique en Afrique, ensuite nous évoquerons le contexte de libéralisation des médias avant de terminer sur les radios communautaires et la gouvernance locale.

L'écoute transfrontalière et la question ethnique

Le tracé des frontières héritées de la colonisation est une des plus grandes sources d'instabilité politique en Afrique. Le Sénégal n'y a pas échappé. Dans le passé, on a enregistré des affrontements interethniques à la frontière nord du pays de même qu'un contentieux territorial au sud avec la Guinée Bissau.

La situation est cependant plus dramatique au Nord où le fleuve Sénégal, qui a été considéré par la puissance coloniale comme frontière naturelle, n'a abouti qu'à la séparation en deux franges d'une population qui parle la même langue et développe les mêmes valeurs de civilisation. Administrées par deux Etats différents, les populations ne comprennent pas toujours certaines restrictions aux rapports traditionnels ancestraux qu'on leur impose.

Cependant, les informations en langues nationales et les émissions culturelles contribuent souvent à ressouder les communautés. Ce sentiment peut être vérifié à travers les programmes radiophoniques de la station de Kaolack et de Gambie : un pays anglophone qui s'étend sur 10 347 KM2 pour une population de 640.000 habitants (année 1995) qui se trouve complètement encadré dans le Sénégal.

¹ Samb (Moustapha), Etude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des Stations Internationales, thèse de Doctorat unique en Sciences de l'Information et de la Communication, Bordeaux, 1995, p 135

Sa population se compose en majorité de Mandingues et de Wolofs qui pratiquent donc deux langues nationales parlées au Sénégal. Dans l'optique de la confédération sénégalienne gelée en septembre 1989 et pour rapprocher davantage les deux peuples, Radio Kaolack diffuse, en synchronisation avec la chaîne nationale du Sénégal, une édition d'information en anglais. Ce qui est une exclusivité par rapport aux autres stations régionales.

Du point de vue des programmes, des coproductions sont souvent réalisées et diffusées en même temps dans les deux pays. En ce qui concerne l'information proprement dite, Radio Kaolack a introduit dans sa grille des programmes des tranches horaires destinées aux nouvelles en mandingue.

La réaction des populations ne s'est pas fait attendre. Les Gambiens envoient régulièrement des avis ou des communiqués sur les antennes de Radio Kaolack pour informer en même temps leurs amis et parents sénégalais comme leurs compatriotes gambiens.

L'intérêt des populations gambiennes envers les programmes sénégalais est aussi perceptible à travers des émissions musicales comme le disque des auditeurs qui reçoit beaucoup de dédicaces en provenance de la Gambie. On relève la même volonté de rapprochement en direction des populations à cheval sur les deux rives du fleuve Sénégal.¹

C'est encore une fois à travers l'information en langues nationales qu'on perçoit le plus facilement les efforts déployés. Des nouvelles en Hassanya², une des principales langues parlées en Mauritanie mais aussi par une minorité au Sénégal, figurent dans la grille des programmes de la Station radio de Saint-Louis. A cela s'ajoutent deux langues nationales : le Pulaar et le

¹ Cissé (Badara), L'Information locale dans les médias au Sénégal, thèse de doctorat unique, 1990, Bordeaux, p 68

² Le hassanya est un dialecte arabe parlé par les mauritaniens et des Sénégalais communément appelés « Maure » au Sénégal.

Soninké qui intéressent les populations mauritanéennes. Diverses autres émissions culturelles et musicales comportent ce souci de rapprocher les deux peuples. Toutes ces considérations confortent la nécessité de revaloriser l'information en langues nationales, en modernisant son traitement et son contenu.

Cette situation a fini par évoluer, deux à trois décennies après les indépendances avec le vent de libéralisation qui a secoué le continent.

Les langues nationales face au pluralisme médiatique

Au Sénégal, la RTS¹ faisait par nécessité des journaux en langues nationales jusqu'à une époque récente aprce que c'est un média d'Etat.

Avec la concurrence, les responsables de la RTS se sont rendu compte qu'on ne peut pas faire de l'information en ignorant 70% de la population. C'est ainsi que les langues nationales ont commencé à occuper une bonne place dans la grille des programmes. Elles sont traitées par des professionnels.

La percée de Sud FM² et Walf FM³ est en grande partie du au respect et au traitement professionnel que ces deux stations radios ont accordé aux langues nationales. Les jeunes journalistes, selon le rédacteur en chef de la radio Sud FM, « ont fait preuve de courage en cassant le complexe d'infériorité, car pendant longtemps, seuls ceux qui faisaient le français étaient considérés comme journalistes ».⁴

¹ RTS : Radio Télévision du Sénégal

² Sud FM : Radio émettant en bande FM appartenant au Groupe de Communication privé Sud Média.

³ Walf FM idem appartenant au Groupe privé Walfadjri.

⁴ Diouf (Oumar) Rédacteur en Chef de Sud FM.

Pour ce dernier, ils ont réhabilité toute une culture et ont contribué à démocratiser l'information, à la décroiser pour la rendre accessible aux sénégalais.¹

Aujourd'hui, les langues nationales sont incontournables. Jean Meïssa Diop du journal Walfadjri pense que « si on veut aller vers une gouvernance démocratique, le wolof seul ne doit pas être utilisé; il faut imposer à toutes les radios de diffuser dans toutes les langues nationales à l'image de la RTS »²

Cela peut se révéler difficile, mais pas impossible dans la mesure où il suffit d'ajouter ces clauses dans les cahiers des charges des radios privées commerciales, sinon on risque de voir émerger des radios à base ethniques, précise-t-il.

Par ailleurs, l'alphabétisation des fonctionnaires en langues nationales est une nécessité pour une véritable efficacité de l'administration. Ahmed Bachir Kounta, journaliste qui a beaucoup lutté pour la promotion des langues nationales à la Radio Télévision sénégalaise, martèle : « cette volonté doit se poursuivre car, avec la décentralisation et la réforme de l'administration territoriale, les langues nationales sont un atout majeur dans le sens des objectifs de responsabilisation des populations locales pour la gestion en toute connaissance de cause de leurs propres affaires ».

Pour y arriver, les autorités doivent tenir compte de la place du wolof par rapport aux autres langues. Le territoire sénégalais est couvert par au moins une vingtaine de langues africaines qui servent de communication quotidienne à des communautés linguistiques nationales. De ces langues de communication

¹ Mangane (Samba), *Place des langues nationales à la radio de 1960 à 2001*, mémoire de Maîtrise en sciences de l'information et de la communication, centre d'Etudes des sciences et Techniques de l'information(Cesti), 2001.

² Diop (Jean Meïssa), Rédacteur en Chef de Walf Quotidien, Dakar, Sénégal

intra-ethnique a émergé le wolof qui est ainsi reconnu comme langue nationale et langue d'alphabétisation à côté de cinq autres que sont le pulaar, le sérer, le joola, le mandinka et le soninké qui n'ont pas toutes la même envergure et le même dynamisme sur l'étendue du territoire national.

Si certains sont d'un usage majoritaire dans une localité ou dans une région, seule la langue wolof couvre au moins 80% du territoire national comme première ou deuxième langue de communication.

Désormais, le combat pour la revalorisation des langues nationales passe par les médias. Nombre de groupes ethniques s'offusquent de ne pas entendre assez parler leur langue à la radio. Mais pour des stations qui cherchent à atteindre la grande masse, la langue nationale la plus parlée reste le véhicule le plus usité.

Mais de plus en plus, avec la décentralisation et la création de radios communautaires ou avec les antennes que créent de grandes stations FM dans certaines localités, toutes les langues commencent à avoir droit de cité. La démarche de Sud FM qui compte plusieurs stations régionales est de travailler avec le wolof et la principale langue de la zone de couverture des radios décentralisées.

Si la Radio Télévision sénégalaise (RTS), seule sur les ondes à l'époque a été pionnière dans l'utilisation des langues nationales à la radio, celles-ci ont leurs lettres de noblesse avec l'émergence des radios privées. Chef du desk wolof de Walfadjri FM, et ancien journaliste de à la RTS, Abdoulaye Lam souligne : « il n'existait pas à proprement parler de journaux en langues nationales. Nous nous contentions de résumer les journaux diffusés en français. Il n'y avait pas d'éléments sonores ».¹

En confectionnant maintenant des journaux parlés avec des éléments sonores où tous les genres rédactionnels et

¹ Lam (Abdoulaye), ancien journaliste à la RTS, chef du desk wolof de Wal Fadjri FM

tous les formats d'émission sont revisités, on fait vivre quotidiennement les langues nationales. De nouveaux mots émergent, des expressions et formulations imagées sont utilisées pour traduire des concepts modernes.

Toujours est-il qu'en quelques années, les radios ont élevé les langues nationales à un niveau que des décennies de lutte politique pour leur revalorisation n'ont permis d'atteindre.

Les journalistes font des efforts constants pour éviter d'introduire des mots français quand ils s'expriment en langues nationales sur les radios. Les stations privées ont apporté beaucoup de tonus à la langue wolof par exemple. Des mots comme « taskatu xibaar », « Daw laxu » qui signifie littéralement « courir se cacher » renvoie au mot réfugié. On peut donc remarquer un véritable effort de recherche.

En somme, ce que l'utilisation des langues nationales a permis de faire dans le développement est sans commune mesure avec l'usage du français.¹

Tout le monde est unanime à reconnaître aujourd'hui que le développement ne saurait se réaliser sans une prise de conscience vigoureuse de ceux qu'il concerne et sans leur participation en vue d'un développement endogène, c'est-à-dire conçu de l'intérieur. Or, quel moteur plus puissant que les mass médias pour parvenir à cette prise de conscience vigoureuse ?

La dynamique d'une société en mutation exige beaucoup plus que la simple acceptation, l'allégeance ou l'utilisation politique de leur être. Les ruraux constituent un vaste public dont il faut obtenir l'adhésion, susciter la conviction et qu'il faut informer, écouter et même de qui apprendre.

L'enjeu que constituent les langues nationales est en tout cas bien compris par les hommes politiques sénégalais qui l'utilisent à bon escient pour séduire les populations

¹Médiations, nouvelle série n°27 Juillet-septembre 2001 p 8 à 11

surtout en période de campagne électorale. L'usage d'une langue africaine à la radio ou à la télévision a une portée beaucoup plus révolutionnaire que l'usage du français. Le fait que le Mossi ou le Peul ou encore le Wolof écoute sa propre langue à la télévision ou à la radio crée un rapport de transparence. Cette communication selon Babacar Sine lui apporte confiance non seulement dans l'outil qui cesse d'être distant mais dans sa propre langue.¹

Toujours au chapitre de la libéralisation, on ne peut pas parler des langues nationales en occultant le travail extraordinaire mené par les radios communautaires. Ces dernières se situent entre la radio d'Etat et les radios privées.

Les radios communautaires et la gouvernance locale

Si pour les radios privées comme Sud FM et Walf FM il existe une législation qui définit les conditions de leur fonctionnement, il n'en est rien des radios communautaires qui ont juste besoin de l'attribution d'une fréquence pour émettre. Encore que certaines d'entre elles, notamment celles qui sont installées dans les zones rurales, ne sont pas passées par la voie normale pour obtenir des fréquences.

Dans les normes, elles ne doivent pas faire de la publicité et le régime fiscal ne leur est pas appliqué. Toutefois, les radios communautaires connaissent des difficultés dues à leur précarité financière et à leur retard technologique.

Au Sénégal, les radios communautaires ne souffrent d'aucun harcèlement de l'administration. En revanche, elles n'ont pas droit au fonds d'aide alloué chaque année par l'Etat aux organes de presse. Ce que déplorent les responsables de « Radio oxy-jeunes FM »² qui estiment que l'Etat doit leur apporter une aide dans ce sens étant

¹ Sine (Babacar) Ancien Directeur du Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

² Radio communautaire basée à Pikine, dans la banlieue de Dakar.

donné que ce même Etat ne les autorise pas à faire de la publicité.

Tout au plus est-il permis à ces radios communautaires de diffuser des avis et communiqués, ce qui leur permet de collecter un peu d'argent pour fonctionner. Dans bien des localités du Sénégal, où les radios émettant de Dakar ne sont pas captées, ce sont des radios communautaires qui suppléent en quelque sorte à cette carence, comme à Koupentoum dans la région de Tambacounda où, lassés d'avoir essayé de capter le signal des différentes chaînes, les populations ont trouvé leur salut dans leur propre radio qui leur permet de parler entre elles des problèmes de développement sans attendre l'extension du rayon de couverture d'une quelconque radio nationale ou privée. Il est vrai que les radios communautaires ont un rayon d'émission assez limité.

C'est sans doute la raison pour laquelle elles mettent l'accent sur le traitement des questions locales. Dans les radios communautaires, on aborde les questions ayant trait au vol du bétail, au développement à la base, aux activités des jeunes et des femmes, à l'élevage, à l'agriculture, etc. Certaines d'entre elles, pour être plus proches des populations de leur zone d'implantation, ne diffusent pas de programmes en français mais plutôt dans les langues locales. Ainsi, dans certaines localités du pays, la seule source d'information pour les populations provient de la radio communautaire de la localité.¹

Alors, quand celle-ci n'existe pas, certaines zones du pays restent entièrement isolées en matière de couverture médiatique. Pour cette raison, l'Etat aurait dû encourager, voire susciter, la création de radios communautaires surtout dans les zones les plus reculées du pays. Dans cette perspective, les radios communautaires constituent une alternative aux grandes radios commerciales. Elles s'en distinguent notamment par leur politique culturelle.

¹ Lambal(Raphael), Pluralisme radiophonique et liberté d'expression au Sénégal de 1994 à 2003 : le cas de Sud Fm et Walf Fm, année académique 2002-2003, p 75, Mémoire de maitrise au Cesti, 115 pages.

Par exemple, quand Sud FM et Walf FM émettent principalement en wolof et en français, Ndef Leng FM propose des émissions en dix sept langues nationales.¹

En rupture avec le schéma macluhanien qui met l'accent sur le canal, dans le contexte africain, c'est le message qui compte le plus. C'est la langue utilisée par le média qui détermine sa nature, qui fait de lui soit un class média, soit un mass média ou tour à tour class et mass média. Lorsque par exemple, à la radio, le français est utilisé, ce médium devient un class médias et lorsque c'est une langue nationale assez répandue à l'instar du wolof, il devient un mass média.

C'est un devoir impérieux pour les Etats africains de promouvoir la communication rurale. Cette forme de communication mérite spécialement d'être valorisée dans la mesure où elle permet d'offrir aux couches les plus larges de la population une information à laquelle chacun a droit et favorise ainsi une participation accrue des masses au développement socioéconomique et à la vie culturelle.

Cependant, force est de constater que, durant les premières décennies de notre indépendance, la radio rurale était confrontée à de sérieuses difficultés : manque de personnel qualifié, manque d'équipements. Malgré ces difficultés, la communication rurale est la seule voie pour atteindre la communication de masse, tant il est vrai que les sociétés africaines, pour longtemps encore, resteront dominées par la ruralité et par l'oralité.

L'enracinement de la radio dans les sociétés n'implique pas un retour pur et simple à toutes les valeurs socioculturelles nationales. Certaines d'entre elles sont en effet négatives, défavorables au progrès, constituent même des obstacles. Personne ne songe d'ailleurs à réactualiser, pour paraphraser le savant et professeur

¹ Dumas (Hélène) « Les radios communautaires au Sénégal, micro ouvert sur le quotidien des populations » in le soleil n°9453, du Samedi 1^{er} décembre 2001, p9

cheikh Anta Diop dans ses nombreux ouvrages qui réhabilitent l'histoire africaine, des traditions rétrogrades.

En résumé, on peut dire que la démocratisation dans la prise de parole à travers les radios a été surtout favorisée par l'option des promoteurs de privilégier l'usage des langues nationales sur les médias audiovisuels.

Au Bénin, cette politique de décentralisation à la base s'est révélée payante dans un contexte où la population est analphabète en français à 70%. En effet, les populations sont toujours fières d'entendre leurs langues à la radio. Et cela les incite à contribuer à la production d'émissions.

Le succès des médias de proximité s'explique par le fait qu'ils ne se contentent pas de donner des informations sur le développement agricole ou économique, comme ce fut pendant longtemps le cas de la radio rurale nationale (cas de l'émission «Disso»¹ au Sénégal), ils traitent aussi des problèmes de société et réalisent des émissions de distraction. Mieux, contrairement à la radio et à la télévision nationales pendant la période du monolithisme politique, les radios de la nouvelle génération ne servent pas de courroie de transmission à la propagande gouvernementale. Elles ont créé des émissions de débats contradictoires ou de dénonciation des travers de la société, ainsi que de la classe politique.

Cette situation, nous l'avons vécue au lendemain du pluralisme de la presse au Sénégal avec l'émergence des journaux indépendants. Aujourd'hui, on ne compte plus les émissions interactives dans les localités où le téléphone existe, renforçant la prise de parole populaire.

Les médias sont devenus le creuset de l'expression pluraliste des sensibilités politiques, sociales, économiques philosophiques et religieuses. Grâce au travail de sensibilisation de ces radios, les taux de

¹ Diisoo : Mot Ouolof qui signifie « se concerter »/ nom d'une émission de Radio Sénégal consacrée au monde rural au début de l'indépendance.

scolarisation dans nos villages évoluent et certaines maladies ne sont plus considérées comme fatales pourvu que l'on se fasse vacciner à temps. Jusqu'à une période récente, nos sages-femmes affectées à l'intérieur du pays étaient désœuvrées parce que nos femmes n'aimaient pas aller à la maternité. Aujourd'hui, elles se trouvent débordées. Dans certaines zones, les stations locales ont fait du reboisement une préoccupation populaire alors que dans d'autres, les avortements clandestins qui étaient un fléau social ont vu leur fréquence diminuer. L'impact des radios de proximité sur les problèmes de développement local est devenu si important que certaines organisations internationales et autres institutions locales louent les temps d'antenne pour l'éducation des populations.

Conclusion

Au total, si la démonopolisation des ondes en Afrique a été d'abord un phénomène essentiellement urbain dans la première moitié des années 90, la multiplication des radios de proximité, surtout en milieu rural, a depuis lors changé le paysage médiatique africain.

Radios associatives ou radios communautaires, leur immersion dans le milieu qui constitue leur public-cible spécifique a apporté une dimension supplémentaire à la démocratisation de l'information.

Les populations sont informées dans leurs propres langues et les radios leur offrent l'opportunité de s'exprimer par elles mêmes. Les programmes traduisent les préoccupations locales, le plus souvent tournées vers les priorités nécessaires au développement humain. Que ce soit des questions de santé, de protection de l'environnement, de gestion de la collectivité locale, les radios communautaires ont permis une implication plus dynamique, plus positive des populations engagées désormais dans une participation citoyenne active.

Dans le processus de décentralisation qui s'est renforcé au cours des dix dernières années, on a vu de grandes stations installées dans les capitales se déployer en

réseau, avec l'ouverture d'antennes locales. Mais le phénomène d'appropriation communautaire de la radio est plus dynamique encore. Sur les 426 stations éparpillées en Afrique, 257 émettent hors des capitales ; pas toujours en milieu rural, mais avec un processus de ruralisation de plus en plus prononcé. Aujourd'hui, les administrés parlent aux élus. Le technicien de santé peut faire de la sensibilisation à l'antenne, les compétences locales s'affirment dans la parole libérée et on assiste à une renaissance culturelle autour des langues nationales qui deviennent les vecteurs privilégiés d'expression.

En accédant à la prise de parole à travers les stations associatives ou communautaires, les populations à la base brisent leur sentiment d'être isolées. Le dialogue devient possible avec les autorités centrales ou locales, rompant avec le discours unidirectionnel qu'elles ont toujours entendu, voire subi. La radio se trouve ainsi au cœur de l'oralité et joue un rôle insoupçonné au sein des communautés rurales grâce à l'utilisation et à la valorisation des langues nationales.

Bibliographie

Crissé (Badara), *L'information locale dans les médias au Sénégal*, thèse de doctorat unique, 1990, Bordeaux, 280 pages

Dumas (Hélène), *Les Radios communautaires au Sénégal, micro ouvert sur le quotidien des populations* in le Soleil n° 9453, du Samedi 1^{er} décembre 2001

Lambal (Raphaël), *Pluralisme radiophonique et liberté d'expression au Sénégal de 1994 à 2003 : le cas de Sud FM et Walf FM*, année académique 2002-2003, 115 pages

Mangane (Samba), *Place des langues nationales à la radio de 1960 à 2001*, mémoire de maîtrise en sciences de l'information et de la communication, Cesti, 2001

Médiations, nouvelles séries, n°27, juillet-septembre 2001

Samb (Moustapha), *Etude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des Stations Internationales*, thèse de doctorat unique en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, 1990, 280 pages